



Les Carnets des Dialogues du Matin

---

ANNE-CLÉMENTINE LARROQUE

L'avenir du conflit  
entre chiites  
et sunnites

---

Les Carnets des Dialogues du Matin

---

ANNE-CLÉMENTINE LARROQUE

# L'avenir du conflit entre chiites et sunnites

---

---

# Sommaire

Avant-Propos p. 5  
Jean-Claude Seys

Introduction p. 7  
Dominique Lecourt

L'avenir du conflit  
entre chiites et sunnites p. 9  
Anne-Clémentine Larroque

Débat p. 25

Les publications  
de l'Institut Diderot p. 39

---

# Avant-Propos

« *Je volais vers l'Orient compliqué avec des idées simples* ». Cette phrase attribuée à Charles de Gaulle illustre le fait qu'en dépit de relations fortes et anciennes avec le monde arabo-musulman, les Français éprouvent de la difficulté à le comprendre.

Les raisons sont multiples : la zone géographique concernée est vaste et diverse et son organisation repose pour partie sur des concepts étrangers à la pensée politique occidentale. Ces difficultés objectives détournent de la recherche de la connaissance alors même qu'elles en renforcent la nécessité.

L'histoire explique également une certaine distance. Il est vrai que, de la bataille de Poitiers en 732 aux engagements de la France contre al-Qaïda et Daesh, en passant par les croisades, les conflits coloniaux et la participation de l'Empire ottoman à la Triple Alliance, les épisodes conflictuels ont surpassé par leur nombre, leur durée et leur intensité les deux siècles et demi de relations cordiales initiées par François 1<sup>er</sup> et Soliman le Magnifique avec l'Alliance ottomane.

L'appellation « arabo-musulman » constitue un premier obstacle à la pleine compréhension de cet univers puisqu'il rassemble deux termes qui désignent des réalités différentes, le premier rappelant l'origine de l'Islam et le second sa vocation expansionniste.

---

L'importance dans l'ensemble arabo-musulman de deux concepts étrangers à la pensée politique occidentale, les tribus et l'Oumma, les premières régionales, l'autre universelle par nature, qui relativisent les concepts d'État et de nation à travers lesquels nous structurons notre lecture de l'histoire et de la politique, ajoute à notre perplexité.

La connaissance de l'Islam est cependant nécessaire. Il est en passe de devenir la première religion monothéiste dans le monde et, pour des raisons diverses, son implantation correspond à des zones d'instabilité géopolitique : minoritaire, il nourrit islamisme radical et terrorisme ; incarné en États islamiques, il oppose un modèle théocratique aux démocraties occidentales dans des conditions peu propices à la coopération et la paix.

En France même, la philosophie sociale et politique de l'Islam est en contradiction avec les valeurs de la République que sont laïcité et non-discrimination à l'égard des religions et des sexes. Il est donc de nature à raviver les débats qu'on ne peut tenter de dépasser qu'à partir d'une bonne connaissance de ses formes et de ses exigences.

L'intervention de Madame Larroque, qui semble tout savoir de ce sujet protéiforme, constitue une excellente introduction pour ce qu'elle apporte et pour l'envie qu'elle suscite d'en savoir davantage.

Jean-Claude Seys  
Président de l'Institut Diderot

---

# Introduction

Le thème de ce dialogue du matin est d'une terrifiante actualité.

Devant les exactions de l'État islamique en Irak et en Syrie, trop longtemps, le monde est lâchement resté sans voix. Mais voici que l'onde de choc arrive en Europe. Migrations, attentats, montée du populisme... Le spectateur occidental, désormais victime potentielle, ne sait plus où donner de la tête. Son sentiment se résume souvent à mettre en cause « l'islamisme ».

Nos gouvernements parlent d'une guerre contre l'islamisme. Le *Que-sais-Je ?* de Madame Larroque permet de comprendre ce que recouvre aujourd'hui ce mot. Son sens est aussi complexe qu'essentiel à appréhender. Ce mot d'« islamisme », écrit-elle, est souvent galvaudé. La réalité qu'il désigne nous échappe.

Dans la succession des événements que nous vivons, beaucoup se contentent trop souvent de réduire la guerre qui se déroule au Yémen, depuis janvier 2015, à un conflit opposant sunnites et chiites.

De fait, début 2016, l'Arabie saoudite et ses alliés sunnites ont rompu toute relation diplomatique avec l'Iran. C'est l'une des conséquences de la crise déclenchée avec Téhéran après l'exécution par Riyad d'un haut dignitaire religieux chiite.

---

La question du conflit syrien complique encore les choses depuis cinq longues années. D'excellents esprits ont cru pouvoir affirmer que la révolte des sunnites syriens allait chasser les alaouites du pouvoir.

C'était oublier que le régime alaouite de Damas, dont l'un des alliés est l'Iran chiïte, est assimilé à cette branche de l'islam pour des « *raisons plus politiques que religieuses* ». Le conflit actuel ne peut donc être simplement réduit à une fracture chiites / sunnites quelle qu'en soit la gravité.

Quelles sont les conséquences ? Qu'en conclure pour les équilibres du monde nouveau qui semble, aujourd'hui, se profiler ?

Je remercie Madame Larroque de l'aide qu'elle nous apporte pour y voir plus clair. Et je lui laisse la parole.

Pr. Dominique Lecourt  
Directeur général de l'Institut Diderot

---

# L'avenir du conflit entre chiites et sunnites

---

## INTRODUCTION

Le 2 janvier 2016, l'Arabie saoudite fait exécuter quarante-sept personnes pour « terrorisme ». Parmi elles, le chef religieux Nimr Baqr al-Nimr, qui incarnait l'opposition chiite au régime saoudien. La réaction ne se fait pas attendre : l'ambassade d'Arabie saoudite à Téhéran est incendiée, l'Ayatollah Ali Khamenei condamne vivement les autorités saoudiennes, les relations diplomatiques sont rompues.

Ces événements récents illustrent les vives tensions entre l'Arabie saoudite sunnite et l'Iran chiite. Il faut pourtant se déprendre d'une vision uniquement confessionnelle du conflit. La confrontation entre l'Arabie saoudite et l'Iran s'inscrit plus profondément dans la recomposition en cours du Moyen-Orient. L'opposition entre chiites et sunnites n'est qu'un facteur au sein d'un ensemble de différences ethniques et culturelles qu'il faut prendre en compte si l'on veut comprendre les conflits qui secouent

---

la région. Car la grille de lecture confessionnelle oublie un fait majeur : selon les périodes, les intérêts politiques et géostratégiques en jeu, les communautés chiites et sunnites ont pu, parfois pendant plusieurs siècles, coexister de manière relativement pacifique.

J'essaierai ainsi de montrer que les conflits actuels au Moyen-Orient ne doivent pas être réduits à leur dimension confessionnelle. La religion est surtout un instrument dont se servent les puissances en vue de servir leurs intérêts géopolitiques.

## I. LA CONSTRUCTION ET LES FONDEMENTS D'UN ANTAGONISME PLURIEL

L'Islam est la deuxième religion la plus pratiquée dans le monde, derrière le christianisme. Si les musulmans sont, dans leur très grande majorité, sunnites (entre 85 à 90 %), les chiites sont majoritaires en plusieurs endroits. Ainsi, environ 70 % de la population du Golfe persique est chiite. Plus précisément, 80 % des Iraniens sont chiites duodécimains<sup>1</sup>, 65 % des Irakiens, et 70 % des habitants du Bahreïn. Hors du Moyen-Orient proprement dit, l'Azerbaïdjan est aussi un pays

---

1. Les duodécimains considèrent que douze imams ont succédé au Prophète, ceux-ci sont à la tête de la communauté des croyants, le dernier étant depuis « occulté » dans l'attente d'une réapparition avant la fin des temps. Il est représenté de manière visible par un Grand Ayatollah en attendant son retour.

---

à majorité chiite, avec 55 % à 60 % de pratiquants. D'autres pays ont des minorités chiites actives : l'Arabie saoudite (10 %), le Yémen avec les zaydites, le Qatar et le Liban, comme le montre la présence du Hezbollah.

## A. Le facteur successoral et politique

Il peut être nécessaire de rappeler en quelques mots les fondements de la division entre chiites et sunnites. À la mort du prophète Muhammad, aucun calife – littéralement, aucun successeur – n'a été désigné. Les musulmans vont alors se diviser en deux branches. D'un côté, ceux qui défendent le retour aux traditions tribales et qui estiment que la succession doit revenir à Abou Bakr, le premier compagnon du Prophète, qui l'a accompagné au moment de l'Hégire. De l'autre, ceux qui jugent que c'est Ali, gendre et cousin de Muhammad, qui doit lui succéder : étant membre de la famille du Prophète, il est pour cette raison plus proche de la vérité, mieux à même de rendre compte de la vie de Muhammad et d'interpréter le Coran. Les chiites sont ceux qui voient en Ali le successeur légitime du Prophète. L'imam est alors pour eux l'unique source d'autorité, spirituelle et temporelle, de l'Islam, contrairement aux sunnites pour qui il n'est qu'un simple chef de prière.

Les chiites se divisent en plusieurs branches. Les trois principales communautés sont les duodécimains, les zaydites, et les ismaéliens<sup>2</sup>. Il en existe d'autres, par

---

2. Les ismaéliens ou septimaniers reconnaissent l'existence de sept imams, leur chef spirituel est l'Aga khan.

---

exemple les alaouites en Syrie, dont fait partie la famille Assad, et qui est une branche hétérodoxe du chiisme.

Le culte de l'imamat est au centre du chiisme. Les imams, pour les chiites, sont des guides qui ont accès au sens caché du message divin. Ainsi, alors que pour les sunnites le chef spirituel est choisi par la communauté et ne fait pas partie d'une structure hiérarchique, pour les chiites, les dirigeants religieux (appelés *mollahs*) ont un rôle spirituel et politique fondamental. Ils sont cooptés, au sein d'un clergé structuré, ont une légitimité bien plus importante, et se prononcent non seulement sur ce qui se passe à l'intérieur de leur pays, mais aussi à l'extérieur, ce qui n'est pas le cas dans le monde sunnite.

## B. Le facteur dogmatique

Ces différences sur le plan successoral et politique ont bien évidemment des conséquences sur le dogme.

Les sunnites suivent la *Sunna*, c'est-à-dire l'ensemble des *hadiths* rapportant les faits et dires du Prophète. Il est important de rappeler que le Coran et la Sunna n'ont été mis par écrit qu'après la mort de Muhammad, ce qui évidemment pose le problème de la façon dont ce passage à l'écrit a été l'occasion d'une réélaboration du message coranique.

La *Sunna* décrit la façon dont un musulman doit se conduire au regard de la vie du Prophète. Dans la mesure où les *hadiths* doivent être interprétés, cette *Sunna* va engendrer l'*ijtihâd*, la capacité d'interpréter

---

et de créer de la jurisprudence à partir du Coran et de la *Sunna*. Les chiites rejettent cette tradition : ils ne suivent pas la *Sunna*, ils considèrent que la vraie foi ne peut s'appuyer sur de simples récits rapportés et sur une transmission de faits et gestes dont ils mettent par ailleurs en question la véracité.

Les chiites autorisent les représentations humaines. On a retrouvé dans le monde chiite des représentations du Prophète datant des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles. Les visages des imams Ali et Hussein (ou Husayn) sont très présents dans l'iconographie chiite, ce qui est impensable dans le monde sunnite. En ce qui concerne Hussein, sa mort à la bataille de Kerbala<sup>3</sup>, en 680, et sa décapitation est une date fondamentale pour les chiites. Elle symbolise le schisme entre eux et les sunnites. Tous les ans, lors de l'*Achoura*, en octobre, les pèlerins chiites vont à la Mosquée de Kerbala commémorer la mort de Hussein. Ils se flagellent pour revivre le calvaire du petit-fils du Prophète, figure de la résistance face à la persécution sunnite. Jusqu'à la chute de Saddam Hussein en 2003, les chiites n'ayant pas la possibilité d'exprimer publiquement leur foi, le pèlerinage de Kerbala était interdit. Sa popularité retrouvée illustre symboliquement le pouvoir nouveau du chiisme en Irak depuis l'intervention américaine. Les États-Unis ont en effet soutenu la mise en place d'un gouvernement chiite, ce qui a par ailleurs posé de nombreux problèmes notamment en ce qui concerne les anciens cadres du parti Baas.

---

3. Dans le calendrier musulman, c'est le 10 de muharram 61 A.H.

---

Les lieux saints sont ainsi un facteur de litige entre les deux communautés. La mort pendant le ramadan en 2015 de cent trente Iraniens piétinés par la foule illustre ces tensions : Ali Khamenei a accusé les Saoudiens de ne pas avoir suffisamment assuré la sécurité des pèlerins – façon de souligner leur incapacité à organiser le pèlerinage, qui représente un défi logistique immense, et en fin de compte de remettre en cause la légitimité de Riyad et des Saoudiens.

### C. Le chiisme dans le *Dâr al-Islam* sunnite

Certes, les chiites ont été discriminés et persécutés depuis les débuts de l'Islam. Mais ces persécutions avaient souvent une fonction politique : renforcer la légitimité du pouvoir califal. Elles ont ainsi souvent coïncidé avec un changement de calife, tandis que des périodes de tolérance ont pu exister quand le pouvoir califal y avait intérêt. Les Abbassides, par exemple, qui arrivent au pouvoir au VIII<sup>e</sup> siècle, dénoncent les exactions de leurs prédécesseurs, les Omeyyades, dans le Grand Khorasan (c'est-à-dire l'Afghanistan actuel, l'est de l'Iran, le Tadjikistan, et une bonne partie de la Transoxiane) afin de renforcer leur légitimité. Les Abbassides laissent alors le chiisme s'épanouir dans la région. On voit ainsi que pour des raisons politiques, les califes sunnites ont su parfois s'allier avec les communautés chiites contre leurs propres adversaires. De même, le califat abbasside a pu laisser s'installer un pouvoir chiite en Égypte, avec la dynastie Fatimide. Réciproquement, lorsque les Safavides créent un État chiite de toute pièce en Perse, en imposant la conversion

---

à la population iranienne, il s'agit principalement de trouver dans la religion un appui pour reconstruire une souveraineté que la conquête arabe avait mise à mal. L'adoption d'une branche vue comme sectaire par les sunnites arabes et ottomans sert alors à créer contre eux une identité perse qui, paradoxalement, a aussi permis une période d'intenses échanges culturels et commerciaux entre les deux communautés pendant les XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles.

## **II. LE CONFLIT ENTRE SUNNITES ET CHIITES : VECTEUR DE FRAGMENTATION OU CONSÉQUENCE DE LA RECOMPOSITION RÉGIONALE ?**

### **A. La constitution de l'arc chiite : entre logique de puissance et idéologie**

Comprendre la fragmentation en cours du Moyen-Orient demande de dégager les facteurs historiques et géopolitiques actuellement à l'œuvre, plutôt que de se contenter de la grille confessionnelle. On a ainsi tendance à croire que le Moyen-Orient serait en train de se déchirer en raison de la mise en place d'un « arc chiite », d'un axe stratégique coupant la région en deux depuis le Yémen jusqu'aux côtes du Liban, en passant par le Bahreïn et l'Iran. Il serait plus judicieux de voir dans les conflits actuels une recomposition de la carte mise en place par les puissances occidentales après la chute de l'Empire ottoman et durant le XX<sup>e</sup> siècle, avec le facteur religieux comme instrument au service des

---

différents intérêts en jeu.

La notion d' « arc chiite » n'est pas neuve. Elle a été utilisée dans les années 80 pour rendre compte d'une série de conflits : guerre Iran-Irak, soutien iranien aux moudjahiddins afghans ou au Hezbollah au Liban, insurrections sunnites contre le pouvoir alaouite en Syrie. L'administration Bush, après 2003, l'a remise au goût du jour pour expliquer les conflits actuels – le dernier en date étant celui entre le pouvoir sunnite au Yémen, soutenu par l'Arabie saoudite, et les houthis chiites soutenus (mais pas uniquement) par l'Iran.

Plaquer ainsi une grille de lecture confessionnelle et binaire constitue une erreur. Il est inexact de croire que le Moyen-Orient est entré dans un vaste conflit entre bloc sunnite d'un côté et arc chiite de l'autre. Les questions confessionnelles sont, bien entendu, un facteur important, mais les confrontations actuelles s'expliquent avant tout par des raisons politiques, économiques et sociales. La politique actuelle de l'Arabie saoudite, qui est intervenue au Yémen et au Bahreïn, en plus du fait qu'elle résulte aussi d'un changement au sommet de l'État, avec l'accession au trône du Roi Salmane en 2015, s'explique surtout par une grande crainte face à la puissance iranienne et la volonté d'empêcher toute contamination révolutionnaire.

## **B. La question irakienne au cœur des prospectives**

L'intervention américaine de 2003 en Irak est évidemment une date clé pour la région. Après quarante années de monarchie sunnite, et quarante années de république

---

sunnite puis baasiste et laïque, les chiites accèdent au pouvoir en Irak au terme d'élections libres. Saddam Hussein avait discriminé et persécuté les communautés chiites en Irak, et attaqué l'Iran en 1980. Cette politique anti-chiite était surtout anti-iranienne : depuis 1979, l'Irak avait une peur bleue d'une exportation de la révolution islamique en Iran, qui se serait appuyée sur la majorité chiite du pays.

Il n'empêche que le conflit a pris ici une dimension nettement communautaire : il suffit de rappeler la destruction en 2006 dans un attentat d'un des hauts lieux du chiisme, le Dôme de la Mosquée d'or à Samarra, et les massacres entre les deux communautés qui ont suivi. Les discours caricaturaux prennent le pas : pour les sunnites irakiens, les chiites sont des traîtres, des collaborateurs, des safavides, vendus aux États-Unis et à l'Iran ; pour les chiites, les sunnites ne sont que des terroristes et des wahhabites. Bagdad symbolise très bien la partition entre les deux communautés : les sunnites occupent principalement la rive occidentale du Tigre, les chiites la rive orientale, et à certains endroits des murs ont été construits pour séparer les deux communautés.

### C. Sunnisme et chiisme au prisme de l'État islamique

Quelle est alors la place de l'État islamique dans le conflit entre chiites et sunnites ? En 2003, al-Zarqaoui passe de Jordanie en Irak pour faire le djihad contre les États-Unis, et sa stratégie est validée en 2004 par

---

al-Qaïda. Ce n'est qu'ensuite qu'une partie des sunnites va s'opposer à ce qui deviendra l'État islamique, par exemple avec la formation du Front du Djihâd et de la réforme, en 2007, créée notamment pour protéger les sunnites face à l'extrémisme du futur Daesh. Les sunnites sont donc eux-mêmes divisés, comme on le voit bien en Syrie, où le front al-Nosra combat à la fois le pouvoir syrien et l'État islamique. Celui-ci, en revanche, attire de nombreux cadres du Baas, qui était un parti laïc, mais quelqu'un comme al-Douri tente, depuis 2006, de rassembler la mouvance baasiste dans un mouvement autonome, contre le pouvoir chiite irakien, mais indépendamment de l'État islamique.

Al-Qaïda et l'État islamique ont une idéologie commune : le takfirisme (de *takfiri*, « excommunication »). Il s'agit d'éliminer les non-musulmans et les musulmans impies. Par exemple, pour une partie d'al-Qaïda et pour l'État islamique, les princes saoudiens sont des apostats, bien qu'ils soient musulmans et défendent le wahhabisme, qui n'est pas étranger à l'idéologie d'al-Qaïda et de l'État islamique – ce qui montre bien toute la complexité de la situation.

Al-Qaïda et l'État islamique se sont pourtant séparés, en raison de l'arrivée d'al-Baghdadi en 2006 à la place d'al-Zarqaoui, et surtout parce qu'al-Qaïda n'a jamais accepté le nationalisme de l'État islamique et sa stratégie de territorialisation. L'État islamique a réussi, depuis, à se doter de ce territoire en s'insérant dans les vides laissés par l'organisation tribale irakienne. Sa politique

---

est radicalement anti-chiite : les chiites ne sont pour eux que des *rafidis*, littéralement « ceux qui refusent », et l'extermination des chiites est pour l'État islamique un objectif au moins aussi important que la lutte contre l'Occident. Il faut le souligner, parce que cela constitue un sujet de contentieux entre l'État islamique et al-Qaïda. Le dirigeant actuel d'al-Qaïda, al-Zawahiri, a toujours donné la priorité à la lutte contre les États-Unis, dans la continuité du 11 septembre, tandis que l'État islamique vise tout autant, voire plus, à massacer les chiites et à installer les sunnites au pouvoir. En conséquence, l'Iran chiite est, bien entendu, en guerre contre l'État islamique, mais il a aussi pour adversaire ceux que Daesh qualifie d'apostats, à savoir les Saoudiens.

### **III. LE POIDS DE LA RIVALITÉ ENTRE L'ARABIE SAOUDITE ET L'IRAN : ENJEUX ET PERSPECTIVES.**

#### **A. Un rapport de force en transformation : enjeu régional et mondial**

L'Iran et l'Arabie saoudite sont deux puissances dans la région. Les deux pays occupent un espace important. En revanche, sur le plan démographique, l'Iran compte plus du double d'habitants, ce qui explique en grande partie les craintes saoudiennes.

Ces deux puissances ont une histoire séculaire, et donc une forte légitimité historique. L'identité iranienne est antérieure à l'Islam. L'Arabie saoudite, quant à elle, n'a

---

été créée qu'en 1932, mais son histoire remonte en fait au XVIII<sup>e</sup> siècle, avec l'alliance dans le Nejd, au cœur de la péninsule arabique, entre Ibn Abdelwahhab, un théologien hanbalite rigoriste, fondamentaliste, et Ibn Saoud. Le premier a apporté l'idéologie religieuse, le second sera le bras armé du message wahhabite.

L'Arabie saoudite et l'Iran sont aussi deux puissances pétrolières, et les pays occidentaux chercheront très vite à contrôler l'exploitation de cette ressource dans les deux États. En 1945, de retour de Yalta, Roosevelt signe à bord du Quincy un pacte avec l'Arabie saoudite : pétrole contre sécurisation du territoire. En Iran, les États-Unis soutiennent le Shah et renversent Mossadegh en 1953. Jusqu'en 1979, l'Iran est dans l'orbite américaine. Les Américains, par ailleurs, n'ont pas hésité, sous Eisenhower en particulier, à mettre en concurrence les deux pays de façon à pouvoir négocier les meilleurs tarifs pour eux-mêmes et assurer leurs intérêts. Il faut en avoir conscience quand on veut étudier la rivalité actuelle entre les deux États.

Cette concurrence économique et géopolitique a pris la forme d'une confrontation confessionnelle. Autrement dit, chacune des deux puissances se sert maintenant de la religion pour se légitimer aux yeux de leur population et du Moyen-Orient. L'instrument confessionnel sert aussi à satelliser les autres groupes ou pays de la région. L'Iran, par exemple, dispose de succursales hors de ses frontières, que l'Arabie saoudite attaque de son côté. C'est le cas en Syrie ou au Yémen.

---

Il serait pourtant faux d'en conclure que la confrontation entre l'Arabie saoudite et l'Iran est seulement d'origine confessionnelle. Certes, la révolution iranienne, chiite, de 1979 a été vue comme une menace par les gouvernements sunnites de la région, notamment l'Arabie saoudite. Mais les Frères musulmans, nés en 1928, ont entretenu jusqu'à la fin des années 80 de très bons rapports avec l'islamisme chiite, tout en étant sunnites. La raison est simple : ils étaient eux-mêmes islamistes, et la révolution iranienne prouvait qu'il était possible de renverser le pouvoir et de mettre en place un nouveau système politique et idéologique. Ce ne sont donc pas les sunnites qui ont pris peur devant la révolution iranienne : ce sont leurs dirigeants. Les croyants, les penseurs, les théologiens sunnites, eux, y ont plutôt vu une source d'espoir.

La rivalité entre les deux pays a pris un nouveau tour à partir de 2013, avec l'élection d'Hassan Rouhani pour succéder à Mahmoud Ahmadinejad. Cette élection n'a pu se faire qu'avec le consentement de l'Ayatollah Khamenei, dont les rapports avec Ahmadinejad, qui incarnait le rejet des États-Unis, de l'Occident, d'Israël, s'étaient dégradés depuis deux ou trois ans. Les difficultés économiques de l'Iran, notamment en raison des différents embargos, n'ont pas été étrangères à cette nouvelle orientation. La candidature et l'élection de Rouhani, qui dans les années 2000 avait été un des responsables en charge des négociations entre l'Iran et les puissances occidentales au sujet du nucléaire, a incontestablement été une marque d'ouverture vis-à-vis

---

de l'Occident. Cette ouverture a abouti à la signature de l'accord sur le nucléaire, qui modifie profondément la donne. L'Arabie saoudite voit dans ce traité une trahison de la part des États-Unis, et considère qu'il donne l'Irak sur un plateau d'argent à l'Iran. Les relations entre les Saoudiens et les États-Unis s'étaient déjà passablement dégradées depuis le 11 septembre, mais c'est 2013 qui constitue le véritable tournant, avec le rapprochement entre l'Iran, les États-Unis et la France, qui a joué un grand rôle dans les négociations.

L'Arabie saoudite a trois grandes priorités. Premièrement, l'Iran, qui constitue une véritable obsession. Ensuite, la peur d'une révolution, ce qui montre les fragilités du pouvoir actuel, encore plus sensibles puisqu'une passation de pouvoir vient d'avoir lieu avec l'arrivée du Roi Salmane. Enfin, la lutte contre l'Islam politique. Car l'Arabie saoudite, à la différence de l'Iran, n'est qu'une semi-théocratie, avec les autorités wahhabites d'un côté, et les Saouds de l'autre. L'Iran est aussi une dyarchie, mais il s'agit d'une véritable théocratie, où les pouvoirs sont bien moins séparés qu'en Arabie saoudite, où la politique des princes doit certes être validée par le Conseil des Oulémas, mais s'en distingue nettement. Les dirigeants saoudiens craignent donc l'islamisme politique, ce qui explique leur rupture avec les Frères musulmans à partir des années 90. Le pays connaît en outre actuellement des difficultés importantes : un taux de chômage supérieur à 11 % ; une population immigrée dans une situation humaine, voire humanitaire, désastreuse, alors que c'est elle qui

---

nourrit la population active ; la montée des contestations politiques. Si l'on y ajoute le refroidissement des relations avec les États-Unis, dont dépend la défense du pays, l'Arabie saoudite étant militairement faible, surtout en comparaison de l'Iran, on comprend que les dirigeants saoudiens cherchent des alliés sur qui s'appuyer. Ceci explique le rapprochement récent avec la France, et des gestes comme l'exécution des 47 « terroristes » que j'ai évoquée tout au début. Car ces mises à mort ont une triple fonction : montrer que l'Arabie saoudite ne valide pas l'extrémisme sunnite, alors que le pays a incontestablement financé, jusqu'en 2013, des groupes djihâdistes, notamment pour lutter contre Bachar el-Assad ; montrer à l'État islamique, qui est en guerre contre l'Arabie saoudite, vue comme un pays impie, apostat, que si elle ne valide pas l'anti-chiïsme, au moins sur le plan officiel, elle sait néanmoins réprimer ceux qui contestent l'autorité sunnite ; enfin, montrer que les Saoud savent protéger leurs pays. On a donc derrière ces exécutions une logique à la fois nationale, régionale et même internationale.

## **B. L'idéologie religieuse reste au service de la puissance**

Le conflit entre sunnites et chiites sert donc de justification aux confrontations entre puissances d'un Moyen-Orient en pleine recomposition, et le facteur confessionnel ne suffit pas à expliquer les affrontements actuels. L'État islamique a pour ennemis à la fois des chiites et des sunnites, et la lutte contre Bachar el-Assad, qui appartient au bloc chiite soutenu par la Russie, peut

---

obéir à des logiques différentes selon que l'on appartient à l'État islamique ou au groupe des rebelles anti-Assad et de ses soutiens comme l'Arabie saoudite.

Les Saoudiens attendent un repositionnement des États-Unis à leur côté. Celui-ci n'aura probablement pas lieu, malgré les prochaines élections. Ils ont en revanche le pouvoir de décider du prix du pétrole, et ne diminueront probablement pas leur production dans le court terme, de façon à maintenir des prix faibles et de faire pression sur l'Iran. Un accord en Syrie, qui permettrait de mettre fin à la confrontation entre les deux pays, est bien peu probable.



---

## DÉBAT

**Mohammad Reza Haji Noroozi<sup>4</sup>** : *Je crois que l'idée d'un conflit entre chiites et sunnites est un piège. L'opposition à l'État islamique déborde très largement la seule communauté chiite : on y trouve des Kurdes, les yézidis par exemple, des sunnites, des chrétiens, des pays comme la France. Les sunnites eux-mêmes sont divisés, il n'est pas possible de les traiter en bloc : il y a les salafistes, les wahhabites, les takfiristes, etc. et les sunnites ont pu cohabiter pacifiquement avec les chiites et les chrétiens. Si certains pays craignent la révolution iranienne, ce n'est pas tant parce qu'elle exporterait le chiïisme, que parce qu'elle exporterait la révolution et la démocratie. La crainte du chiïisme est instrumentalisée pour empêcher cela. En ce qui concerne les relations avec l'Arabie saoudite, l'Iran, comme l'ont montré les négociations au sujet du nucléaire, et prêt à trouver une solution par le dialogue. Nous sommes toujours ouverts à la négociation avec l'Arabie saoudite ou d'autres pays de la région, mais il faut que ce soit aussi leur cas.*

**Henri Cukierman<sup>5</sup>** : *Vous avez dit qu'il est peu probable que l'attitude des États-Unis, relativement à l'Iran et à l'Arabie saoudite, change après les élections. Je voudrais savoir pour quelle raison. J'aurais aussi voulu que vous nous parliez du rapport de forces dans la région en termes militaire et financier. Sur le plan*

---

4. Premier secrétaire de l'Ambassade de la République Islamique d'Iran en charge des pays du Moyen-Orient, du Golfe persique et l'Afrique.

5. Médiateur, arbitre, expert.

---

*militaire, j'ai été surpris du fait que c'est l'intervention russe qui a fait évoluer la situation, et pas l'Iran, qui est pourtant censé être la principale puissance militaire de la région. Sur le plan financier, il y a eu une levée des sanctions, mais il y a en même temps la baisse du prix du pétrole : quelle est donc, en fin de compte, la situation de l'Iran en ce domaine ?*

**Anne-Clémentine Larroque** : Si les démocrates restent au pouvoir aux États-Unis, la politique d'ouverture vers l'Iran et de prise de distance avec l'Arabie saoudite devrait continuer. Bien entendu, les États-Unis resteront liés avec l'Arabie saoudite, ne serait-ce que pour la raison qu'ils sont tenus par des accords, mais les relations actuelles entre les deux pays ne sont pas au mieux. L'Arabie saoudite reproche à Obama sa position sur plusieurs dossiers. Je crois que les États-Unis visent à une normalisation des relations avec l'Iran, à tourner la page des années 80 et de la période Ahmadinejad. En ce qui concerne les rapports de force en Syrie, l'intervention russe a en effet joué un rôle important. Les Russes ont une base militaire en Syrie, et Poutine soutient depuis le début Bachar el-Assad, notamment parce qu'ils ont aussi une même vision autoritaire du pouvoir. La puissance militaire russe se développe depuis les années 2000, l'armée est en pleine modernisation, le budget militaire est, je crois, plus important chaque année, et il n'est donc pas étonnant que l'intervention russe ait eu un effet direct sur le renforcement de Bachar el-Assad. En ce qui concerne la baisse du prix du pétrole, elle affaiblit en effet l'Iran,

---

mais dans le même temps l'Iran s'ouvre à l'égard de l'Occident, avec des investissements et des contrats de plus en plus importants de part et d'autre. Donc je crois que les perspectives de l'Iran pour les prochaines années sont largement plus positives qu'elles ne l'étaient il y a dix ans.

**Rémy Sautter** <sup>6</sup> : *Je vous remercie d'avoir mentionné la base de Lattaquié, qui est la seule base russe en Méditerranée, que les Russes chercheront à maintenir avant tout, sachant que, par ailleurs, Lattaquié est le fief des Alaouites, et donc de la famille Assad. Ma question porte sur la notion de djihâd : ce commandement est-il accepté par les chiites comme par les sunnites, le comprennent-ils de façon différente, et, si tel est le cas, cela a-t-il des implications pratiques sur la façon de le suivre ?*

**Anne-Clémentine Larroque** : C'est une bonne question, dans la mesure où il semble en effet ne pas y avoir de djihâdisme chiite. Le djihâd est essentiellement le fait des sunnites. Quelques précisions au sujet de cette notion :

- 1) elle fait partie du Coran ;
- 2) il faut distinguer grand djihâd et petit djihâd. Le grand djihâd, c'est l'effort sur soi-même. Tout bon musulman doit faire un effort à l'égard de soi, des autres, de Dieu, dans son comportement quotidien. Il s'agit de mieux vivre sa foi et de mieux vivre avec les

---

6. Président du Conseil de surveillance de RTL.

autres. Le petit djihâd, c'est la légitime défense prescrite par certaines sourates datant de l'époque où le Prophète et ses compagnons étaient attaqués. Mais que signifie « être attaqué ? ». On peut interpréter cela de plusieurs manières, et c'est là qu'il y a une différence entre sunnites et chiites. Le djihâdisme international sunnite s'appuie sur certains hadiths, sur la Sunna, ce que les chiites ne peuvent pas faire puisqu'ils ne reconnaissent pas cette tradition. L'idée d'un djihâd défensif, l'idée qu'il faut se défendre contre ceux qui attaquent peut donc exister dans les deux branches, mais le djihâdisme à proprement parler, en tant qu'idéologie qui définit l'identité de ceux qui s'en réclament, en tant qu'idéologie construite sur le djihâd comme objectif premier, sur la lutte contre l'impie, est proprement sunnite. Cela ne signifie pas, bien entendu, que les chiites n'ont pas recours à la violence. Il suffit de penser au Hezbollah. Mais il ne s'agit pas de promouvoir le djihâd à la façon d'al-Qaïda ou de l'État islamique. De plus, l'existence d'un clergé structuré dans le chiisme n'empêche pas, certes, mais entrave le fanatisme, parce que beaucoup ont intérêt à ce que la structure reste bien en place, ne soit pas remise en cause. À l'inverse, l'idéologisation du discours de l'islamisme politique, qui est devenu maintenant le djihâdisme, vient aussi du fait que l'Islam politique n'a pas pu se constituer politiquement. Les pouvoirs égyptiens ou syriens ne lui ont pas donné cette chance. Or je pense qu'en plus des facteurs déjà évoqués (les interventions occidentales, la faiblesse des structures étatiques et l'organisation tribale), le fait que, depuis les années 60, l'islamisme politique n'a pas pu émerger, si

---

ce n'est en Turquie – mais c'est un autre dossier – est l'une des causes de la radicalisation et de l'apparition de formations extrémistes.

**Général Jean-Claude Allard**<sup>7</sup> : *Comment la guerre Iran-Irak s'inscrit-elle dans le panorama que vous nous avez brossé ? Par ailleurs, l'État islamique fonde son discours sur l'ère mythique des quatre premiers califes, les bien guidés : au-delà de ceux qui passent les frontières pour aller se battre aux côtés de Daesh, quelle est la répercussion de ce discours dans les communautés sunnites ?*

**Anne-Clémentine Larroque** : La guerre Iran-Irak a été le produit de la crainte des dirigeants arabes face au risque de diffusion de la Révolution islamique. Il y a aussi un aspect économique, à savoir la concurrence entre les deux nations au sujet du pétrole, et une dimension géopolitique, dans la mesure où les pays de la région ont eu peur d'un Iran qui, n'étant plus sous la coupe des États-Unis, deviendrait la puissance dominante, alors que Saddam Hussein prétendait lui-même devenir le *leader* de la région. Au sujet des quatre premiers califes, votre question est intéressante, quand on pense au titre que s'est donné (ce n'est pas son vrai nom) Abu Bakr al-Baghdadi : Abu Bakr, c'est, justement, le premier calife, mais al-Baghdadi signifie « de Bagdad » alors que la première capitale de l'Empire arabo-musulman, après un court épisode à Samara, a

---

7. Général de division, Directeur de recherche à l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS).

---

été Damas, et non Bagdad. Il y a une sorte de méli-mélo, de jeu de références à l’Islam des premiers temps qui est assez intéressant. L’État islamique utilise des symboles qui renvoient à cette période, le drapeau noir, par exemple, ou la décapitation mentionnée dans le Coran (mais il s’agit d’une surinterprétation, puisqu’en fait il est question dans le texte d’enfermer, de taper au-dessus du cou et ensuite de libérer, ce qui signifie qu’il n’y a pas eu mise à mort). L’État islamique détourne ainsi des grands symboles de l’Islam des premiers temps. Cela peut en attirer certains, parce que l’État islamique mobilise un imaginaire mêlé de références historiques. Toutefois, ce n’est pas cela, principalement, qui séduit. Plus concrètement, c’est que l’État islamique arrive à mettre en place son projet, qui attire, tandis que ceux qui connaissent bien l’Islam, le monde musulman, le Coran, qui ont fait une école coranique, savent très bien pour la plupart que cela n’a aucun sens. On le voit dans *Timbuktu*, qui montre bien le fossé entre l’imam et le salafiste djihâdiste. Les communautés musulmanes ne sont pas séduites par le discours apocalyptique et déformé de l’État islamique au sujet de l’Islam des premiers temps, qui relève plus de la communication, de la mise en scène – ce que l’État islamique fait très bien.

## **Général Henri Bentégeat<sup>8</sup>: Quel rôle joue Israël dans ce conflit?**

---

8. Chef d’état-major particulier du président de la République (1999-2002), Chef d’état-major des Armées françaises (2002-2006).

---

**Anne-Clémentine Larroque** : Israël est aux côtés de l'Arabie saoudite pour critiquer l'accord sur le nucléaire iranien. Je précise au passage que la diplomatie française a joué un rôle majeur dans les négociations et a réussi à défendre plusieurs points – il est inexact de parler simplement d'un accord passé avec les Américains. Mais qu'Israël et l'Arabie saoudite soient d'accord sur ce point ne signifie pas pour autant un rapprochement, même si Israël a tout de même, actuellement, des relations un peu plus pacifiées avec certains de ses voisins arabes – l'Égypte et la Jordanie principalement (hormis sur la question de l'esplanade des Mosquées). Israël n'a pas d'intérêt particulier à protéger les sunnites, étant donné que les Palestiniens le sont, dans leur très grande majorité, mais n'a pas de raison non plus de se ranger aux côtés des chiites. C'est comme quand, au sujet de l'État islamique, on demande : et Israël ? La réponse est, dans les deux cas, que le conflit israélo-arabe est, bien entendu, encore là, mais en amont, sans véritablement d'effet ou de contamination sur les confrontations au sein du monde musulman. Le conflit suit son cours, avec actuellement des tensions entre les États-Unis et Netanyahu. C'est d'ailleurs une chose que ce dernier partage avec les Saoudiens, mais cela ne suffit pas à construire une alliance. Il n'en reste pas moins qu'Israël se situe du côté de l'Arabie saoudite face à l'Iran, qui reste historiquement la principale menace, surtout avec le traité sur le nucléaire, et même si les relations sont moins tendues que sous Ahmadinejad.

---

**Alain Caudrelier-Benac**<sup>9</sup> : *Comment voyez-vous l'avenir de la Syrie alors que, selon certains, il y aura une partition de cet État ?*

**Anne-Clémentine Larroque** : L'avenir de la Syrie me semble sombre. La communauté internationale – et d'ailleurs l'Arabie saoudite l'a reproché aux États-Unis –, n'est pas intervenue en 2013, alors que la ligne rouge fixée par Obama, l'utilisation d'armes chimiques, avait été franchie. La France était prête à y aller, mais les puissances occidentales ne sont finalement pas intervenues. Cette non-intervention coûte extrêmement cher. On pourrait certes répliquer que nous sommes intervenus en Libye, et que les conséquences sont dramatiques. Mais c'est aussi que nous nous sommes contentés de renverser Kadhafi sans chercher ensuite à construire politiquement quelque chose et à gérer les conflits. Pour revenir à la Syrie, il y a pour l'instant un grand gagnant : la Russie. Elle a réussi à remettre en selle Bachar el-Assad, qui reçoit même maintenant une délégation parlementaire française, ce qui était complètement inimaginable en 2012-2013. Vous avez évoqué la question d'une partition de la Syrie. C'est possible, mais le problème est que cela entraînera aussi une partition de l'Irak voisin – on rentre alors dans un processus de restructuration complète de la région, où il faudra aussi tenir compte des intérêts turcs et, face à eux, d'une alliance entre les différentes composantes kurdes. Je n'en ai pas parlé, mais les Kurdes sont une

---

9. Vice-président du Plan France.

---

composante importante de ce qui est en train de se passer, ce sont des acteurs qui sont en train d'émerger, qui vont peut-être profiter de la situation, ce qui n'était pas envisageable il y a dix ans. En tout cas, une intervention occidentale en Syrie n'aurait probablement plus grand sens aujourd'hui. Alaouites, al-Nosra, coalition syrienne : les acteurs sont maintenant bien en place. Beaucoup de choses dépendront de ce que deviendra l'État islamique, qui est en train de se réduire sur le plan territorial. Il est possible que l'État islamique disparaisse sur le plan territorial – ce qui ne signifie pas qu'il disparaîtra sur le plan idéologique ou mondial. Cette disparition aurait un impact sur la restructuration de la Syrie, peut-être au profit de Bachar el-Assad, puisque c'est lui qui semble regagner du terrain – lui qui, par exemple, a repris Palmyre, avec l'aide des Russes qui négocieront peut-être un petit peu, mais ne le lâcheront pas. Ce sont les Russes qui actuellement ont les principales cartes en main.

**Marin Gillier**<sup>10</sup> : *Avant la révolution de 1979, les pouvoirs temporels et spirituels en Iran étaient séparés. Il me semble qu'une des grandes innovations de la révolution iranienne et de l'Ayatollah Khomeini a été d'unifier ces deux pouvoirs : s'agit-il d'une rupture historique, ou bien, en fait, d'un retour aux origines, et cela est-il appelé à durer ?*

---

10. Vice-Amiral d'escadre, Directeur de la coopération de sécurité et de défense (DSCD) au sein du ministère des Affaires étrangères (MAE).

---

**Anne-Clémentine Larroque** : L'Iran est une théocratie, les pouvoirs spirituel et temporel sont fusionnés, les religieux contrôlent la politique. Du point de vue chiite, ce serait un peu inexact de dire qu'il s'agit d'un retour aux origines, puisque le chiisme a été en général sous domination sunnite et a développé un clergé et un rapport au politique particulier. Sur le fond, on pourrait dire effectivement qu'il y a un lien avec l'Islam des premiers temps puisque, comme on le souligne souvent, Muhammad a été non seulement un chef spirituel, mais, très rapidement, un chef militaire et politique, contesté, qui a dû se battre pour pouvoir se protéger et répandre l'Islam. Je ne parlerais pas pour autant d'un retour à l'Islam originel, la révolution iranienne est surtout une grande rupture dans l'histoire de la région, un moment fondamental si l'on veut comprendre le Moyen-Orient actuel.

**Gérard Andreck** <sup>11</sup> : *Quel est le poids politique réel des ismaélins ? Comment expliquez-vous que, dans les années qui ont suivi la chute de Saddam Hussein, les baasistes, dont vous avez rappelé qu'ils étaient laïcs, ont pu ainsi passer d'un monde à l'autre en allant du côté de l'État islamique ? Comment ont-ils pu se radicaliser de cette façon ?*

**Anne-Clémentine Larroque** : Les ismaélins sont une branche du chiisme, avec à leur tête l'Aga Khan,

---

11. Ancien Président du groupe Macif et ancien Président du Groupement des Entreprises Mutuelles d'Assurances (GEMA), ancien membre du Conseil Économique, Social et Environnemental (2010-2015).

---

c'est un mouvement très intéressant, avec une vision particulière de l'autorité politique, mais qui n'a que très peu d'influence dans le conflit, celui-ci dépend avant tout des duodécimains et, au Yémen, des zaydites. En ce qui concerne votre deuxième question, l'empreinte des baasistes, quand on regarde la façon dont est structuré l'État islamique aujourd'hui, est patente. Services administratifs, rédaction des documents, gestion des comptes, structures : tout porte la marque des cadres baasistes. Pourquoi sont-ils partis vers l'État islamique ? Il ne s'agit pas nécessairement d'une radicalisation idéologique. Plus simplement, l'État islamique leur donne une place, alors qu'ils n'en ont plus dans l'Irak reconstruite par les Américains. Ainsi, en dessous d'Abou-Bakr al-Baghdadi, les émirs sont majoritairement des gens issus des instances dirigeantes du Baas, ce sont des politiques, des administrateurs, qui connaissant le terrain, sont en train de recréer un État là où on leur donne un rôle à jouer.

**Claude Thélot** <sup>12</sup> : *Devant un conflit si compliqué, est-il néanmoins possible de donner une ou deux idées simples pour guider la politique française ?*

**Anne-Clémentine Larroque** : La France devrait davantage communiquer sur ses choix politiques. Expliquer en particulier les raisons, économiques et très peu idéologiques, de son positionnement à l'égard du Qatar, ou de l'Arabie saoudite, au moment par exemple

---

12. Haut fonctionnaire, Professeur honoraire à l'Université Paris-Descartes.

---

de la polémique concernant la Légion d'honneur remise au Prince héritier. C'est un premier élément de réponse à votre question : tenir un discours beaucoup plus clair et pragmatique sur notre politique étrangère dans la région. Ensuite, en ce qui concerne la Syrie, les frappes ne vont pas, à mon sens, diminuer le risque d'attaques terroristes sur notre territoire. En revanche, je crois que nous devrions être beaucoup plus fermes relativement à Bachar el-Assad et aux Russes, et défendre une position clairement définie. Autrement dit, prendre plus nettement position et montrer très clairement aux Russes et aux Syriens que nous n'avons pas la même vision qu'eux de ce que devra être la Syrie au sortir de la guerre.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur  
[www.institutdiderot.fr](http://www.institutdiderot.fr)

---

## LES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT DIDEROT

### Dans la même collection

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédition - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
- L'avenir du logement - Olivier Mitterand
- L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
- L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
- L'avenir du climat - Jean Jouzel

- 
- L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
  - L'avenir de la politique - Alain Juppé
  - L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu
  - L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poitrinal
  - L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray
  - L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
  - L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
  - L'avenir des relations Franco-Russes - Alexandre Orlov
  - L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
  - L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
  - L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
  - L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta

## Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualezzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux

## Les Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux Etats-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even

## Les Entretiens de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique

# L'avenir du conflit entre chiites et sunnites

Devant les exactions de l'État islamique en Irak et en Syrie, trop longtemps, le monde est lâchement resté sans voix. Mais voici que l'onde de choc arrive en Europe. Migrations, attentats, montée du populisme... Le spectateur occidental, désormais victime potentielle, ne sait plus où donner de la tête.

Son sentiment se résume souvent à mettre en cause « l'islamisme ». Nos gouvernements parlent d'une guerre contre l'islamisme. Ce débat permet de comprendre ce que recouvre aujourd'hui ce mot. Son sens est aussi complexe qu'essentiel à appréhender.

Ce mot d'« islamisme » est souvent galvaudé. La réalité qu'il désigne nous échappe. Dans la succession des événements que nous vivons, beaucoup se contentent trop souvent de réduire la guerre qui se déroule au Yémen, depuis janvier 2015, à un conflit opposant sunnites et chiites.

**Dominique LECOURT**  
Directeur général de l'Institut Diderot



“

Anne-Clémentine Larroque est Maîtresse de conférences en Relations internationales à Sciences-Po (Paris) et auteure du « Que sais-je ? » Géopolitique des islamismes (PUF, 2016).

Anne-Clémentine  
LAROQUE

La présente publication ne peut être vendue